

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 18 MAI 2021

-

EN VISIOCONFERENCE

Le 18 mai 2021 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Irina TRANKOVA, Contrôleur budgétaire et administratif de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE

Collège B

M^{me} et MM. PRISO-ESSAWE, LUNARDELLI, DURAND, WENZEL

Collège BIATSS

M^{mes} et MM. POITEVIN, BERNARD, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

M^{me} et M. GOUGEON, WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et MM. GAGNIARD (Ville d'Avignon), BISCARRAT (Conseil régional PACA), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. RAULT (procuration à M^{me} BLANKE), COSTA (procuration à M^{me} LUNARDELLI), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

MM. GIMELLO-MESPLOMB, BRUN, DIONE, FAURE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M. BOUYER, Directeur adjoint des finances, des achats et du contrôle interne, Responsable des affaires budgétaires

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M^{me} GALNON, Directrice de la Communication

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} MAUBERNARD, Directrice adjointe de la Bibliothèque universitaire

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

M. SPRIET, Vice-président délégué au numérique et à l'innovation pédagogique (VP NIP)

M. VALET, Délégué à la protection des données (DPD/DPO)

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 18 mai 2021**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil d'administration du 12 avril 2021
3. Crise sanitaire covid-19 : point de situation
4. Affaires financières :
 - 4.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2022
 - 4.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2022
 - 4.3 Actualisation des tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre des années universitaires 2021-2022 et 2022-2023
 - 4.3.1 Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information
 - 4.3.2 Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation
5. Approbation du projet « AUDENES » déposé dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt « Démonstrateurs numériques dans l'enseignement supérieur » (AMI DemoES)
6. Désignation des membres du Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire :
 - 6.1 Six représentants enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs
 - 6.2 Quatre représentants étudiants
7. Approbation de la convention Avignon Université/CROUS Aix-Marseille relative au financement des actions pérennisées du dispositif Ville Campus
8. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 21

Membres suppléés : 4

Membres absents et non suppléés : 4

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil d'administration du 12 avril 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Crise sanitaire covid-19 : point de situation

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4. Affaires financières :

4.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

4.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

4.3 Actualisation des tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre des années universitaires 2021-2022 et 2022-2023

4.3.1 Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information

⇒ Pour information du Conseil d'administration

4.3.2 Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre)

5. Approbation du projet « AUDENES » déposé dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt « Démonstrateurs numériques dans l'enseignement supérieur » (AMI DemoES)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)

6. Désignation des membres du Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire :

6.1 Six représentants enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs

⇒ Désignation de Mesdames Florence Bistagne, Julie Deramond, Cyrielle Garson, Christina Koumpli et Messieurs Olivier Rouchon et Pierre-Karim Tahej-Denis

6.2 Quatre représentants étudiants

⇒ Désignation de Mesdames Marion Casanova et Sofia Hallal et Messieurs Eric Chabert et Thomas Saint-Jean

7. Approbation de la convention Avignon Université/CROUS Aix-Marseille relative au financement des actions pérennisées du dispositif Ville Campus

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Site Pasteur : le projet de réhabilitation du site Pasteur se poursuit, le permis de construire a été déposé et la phase de diagnostics pré-travaux s'est achevée. Le Président informe les administrateurs que dans le cadre de la réalisation des diagnostics sur l'état et la qualité des lieux, la présence d'un certain nombre de polluants a été constatée : des hydrocarbures, de l'amiante et du mercure. Par mesure de précaution, le Rectorat, maître d'ouvrage, a diligenté des investigations complémentaires dans les sols, les murs et l'air ambiant pour compléter ces premiers diagnostics. L'interprétation des résultats a nécessité l'appui d'une société spécialisée en risque santé, chargée de réaliser ces relevés et d'évaluer les risques sanitaires potentiels sur les personnels. Cette opération a été conduite en partenariat étroit avec la Préfecture de Vaucluse, le Rectorat, la Ville d'Avignon, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL PACA) et l'Agence régionale de santé (ARS).

Le plan de gestion permettant de dépolluer le site a été déposé en même temps que le permis de construire. Il sera conduit avant le début du chantier de réhabilitation du site afin d'assainir le lieu. Il s'agit d'un chantier massif, avec l'excavation de terre notamment de la face nord du bunker de la faculté des sciences jusqu'à la face nord du bâtiment où se situait l'ancien laboratoire de magnétohydrodynamique dans lequel des expériences physiques ont été conduites durant les années 1965 à 1995 et qui abrite aujourd'hui le pic de pollution au mercure. Les travaux de désamiantage vont consister en l'enlèvement du bâtiment en préfabriqué fibrociment et des canalisations du réseau sanitaire selon des protocoles stricts. Les résidus d'hydrocarbures détectés dans les cuves de fioul seront extraits via un procédé d'excavation.

Le projet de réhabilitation du site Pasteur pourra donc être poursuivi à l'issue de ces travaux. Le Rectorat s'est engagé à abonder aux surcoûts éventuels. Dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissement (PPI), l'établissement a également cette capacité-là. A ce stade, il n'y a pas lieu de faire appel au financement de l'université, néanmoins, par principe, l'établissement se réserve la possibilité de mobiliser des moyens pour la bonne conduite de ces opérations afin de garantir la sécurité sanitaire du site.

En ce qui concerne les risques potentiels sur la santé des personnels ayant travaillé sur site par le passé, l'établissement travaille en lien étroit avec l'agence spécialisée SOCOTEC Santé, dont l'expertise dans ce domaine est reconnue, et qui a défini des critères d'exposition conformément aux directives de l'ARS PACA. Sur cette base, une trentaine de personnes a été identifiée dont la majorité est aujourd'hui en retraite et treize personnels encore en activité.

Un travail de reconstitution de la mémoire du site a été engagé sur la base des archives de l'établissement et se poursuit à l'heure actuelle par la consultation des collègues actifs dans l'ancienne faculté des sciences afin d'identifier les pratiques de l'époque et reconstruire l'historique pour consolider la liste des personnes qui auraient pu être exposées durablement. La compilation des deux sources de données permettra d'affiner la liste des personnes qui feront l'objet d'un bilan avec le médecin du service de prévention. Ce dernier décidera pour chaque cas du protocole de surveillance à mettre en place, si cela s'avérait nécessaire. Ces personnes seront prochainement invitées à prendre contact avec la médecine de prévention (ou la sécurité sociale pour les personnels retraités).

Ce dossier a été présenté le 6 mai dernier devant le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) qui a fait part de ses observations et a affiché son soutien aux démarches engagées par l'établissement.

D'après les premiers éléments historiques qui ont été réunis, ces locaux ont été utilisés à partir de 1963 et les locaux du laboratoire concerné n'auraient plus été occupés depuis 1995. Les pollutions détectées seraient le résultat de pratiques anciennes telles que le déversement de produits chimiques dans les caniveaux et les canalisations. Il ressort toutefois des relevés réalisés que la nappe phréatique n'est pas impactée.

Le Président indique que l'établissement se donnera tous les moyens sans restriction aucune pour s'assurer du suivi et de l'accompagnement étroits des personnels exposés et de la sécurisation sanitaire du site.

Une adresse électronique générique a été créée pour permettre aux collègues qui pensent avoir côtoyé de très près le laboratoire de magnétohydrodynamique sur une période longue de solliciter des renseignements et bénéficier de l'accompagnement mis à leur disposition.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA. Aucune observation n'est formulée.

Appel à projets « Campus connectés » : l'établissement a soutenu le projet lauréat de « Campus connectés des pays d'Apt » aux côtés du Conseil départemental de Vaucluse. Ce projet s'inscrit dans une initiative nationale et va permettre à l'établissement d'expérimenter ces tiers-lieux qui ont la vertu de permettre à des publics empêchés ou peu mobiles d'engager une démarche d'études supérieures.

Appel à manifestations d'intérêt « Démonstrateurs numériques dans l'enseignement supérieur » (AMI DemoES/PIA4) : l'établissement a participé à l'AMI DemoES avec le dépôt du projet AUDENES porté par Monsieur Thierry Spriet, Vice-président délégué au numérique et à l'innovation pédagogique (VP NIP). Ce projet a vocation à accélérer la transformation numérique de l'établissement, tant sur le volet pédagogique que d'un point de vue global (promotion de ressources éducatives libres, acquisition d'équipements numériques pour tous, renforcement des infrastructures informatiques de l'établissement). Une présentation détaillée est prévue au cours de la présente séance (point 5 de l'ordre du jour).

AMI « Besoins alimentaires de demain » : l'établissement a participé au projet de réponse porté par le Grand Avignon dans le cadre de cet AMI. Cette participation s'inscrit dans le projet de cité de l'innovation et également dans l'opération d'intérêt régional (OIR) Naturalité.

Appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » (AAP ExcellencES/PIA4) : l'établissement envisage de répondre à l'AAP ExcellencES au cours de la seconde vague (novembre 2021). Cet AAP vise à accompagner les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ESR), porteurs de projet de transformation ambitieux à l'échelle de leur site, dans la mise en œuvre de leur stratégie propre, élaborée à partir de leur dynamique territoriale et de leurs besoins spécifiques. Une vague de consultations a été lancée afin de bénéficier de l'accompagnement d'un cabinet conseil pour élaborer un projet très global d'établissement qui permettra de répondre à un certain nombre de besoins comme le renforcement du pilotage de la stratégie scientifique de spécialisation ou encore le développement de la professionnalisation des formations.

Mission de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) relative à la stratégie de spécialisation scientifique des universités : l'établissement est sollicité par l'IGESR pour répondre à un audit sur les impacts de la spécialisation/différenciation scientifique des universités sur leur offre de formation, l'insertion professionnelle des étudiants et les interactions avec l'environnement socioéconomique des équipes de recherche. La participation de l'établissement à cet audit est très positive, Avignon Université est reconnue comme un cas d'école. Les inspecteurs généraux vont venir étudier l'histoire de la spécialisation scientifique de l'établissement qui est l'une des plus anciennes au sein des petites et moyennes universités.

Projet de création d'instituts : les vice-présidents statutaires ont lancé une vaste consultation interne sur le projet de création d'instituts. Des premières réunions ont été conduites avec les directeurs de composante et se poursuivront avec les responsables de laboratoire et de formation. Ces échanges auront vocation à être élargis dans les mois qui viennent.

2. Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil d'administration du 12 avril 2021

Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance extraordinaire du 12 avril 2021 (*cf. annexe point 2*).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Crise sanitaire covid-19 : point de situation

Le Président invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère sûreté (FSD) et ingénierie des risques (CSIR), à présenter un point de situation.

Le taux d'incidence dans le Vaucluse diminue significativement. A ce jour, il se porte à 110 cas pour 100 000 habitants. Au sein de l'établissement, 41 cas positifs chez les personnels et 151 cas positifs chez les étudiants ont été recensés depuis le 19 septembre 2020, soit 5,8 % des effectifs personnels et 2,16 % des effectifs étudiants. Un seul cas positif a été déclaré chez les personnels depuis une dizaine de jours, et aucun chez les étudiants. La tendance est donc à une nette amélioration.

En ce qui concerne le dispositif de déploiement des autotests, l'établissement a réceptionné le 12 mai dernier une première commande de 1 860 autotests. Les étudiants étant en grande majorité sur site pour le passage des examens à cette période de l'année, et ce dans le respect de protocoles sanitaires très stricts, le déploiement massif des autotests interviendra à la rentrée prochaine et sera notamment ciblé vers les activités ne nécessitant pas le port du masque obligatoire (activités sportives et culturelles). D'ici-là, la délivrance d'autotests se fait sur demande, tant de la part des personnels que des étudiants. Une distribution est également prévue prochainement auprès d'enseignants et d'étudiants dans le cadre d'une mission pédagogique et scientifique qui se déroulera à Chypre à la fin du mois de mai.

Prenant la parole, le Président indique qu'en l'état actuel des connaissances, les conditions de rentrée restent incertaines.

Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la formation et de la vie universitaire (VP CFVU), précise que le réseau national des VP CFVU milite pour un maintien des travaux pratiques et travaux dirigés en présentiel à la rentrée prochaine. Un retour d'expérience sur les enseignements en comodal a également été remonté au Ministère et a révélé de fortes difficultés tant de la part des enseignants que des étudiants. Il a donc été demandé de privilégier le tout distanciel dans le cadre des cours magistraux, dans l'hypothèse où les établissements devraient à nouveau réduire leurs jauges sur les campus.

Le Ministère envisage par ailleurs d'enjoindre les établissements à organiser des écoles d'été à destination des néo-bacheliers et des étudiants néo-entrants pour une remise à niveau des connaissances (15 jours de remise à niveau en début d'année universitaire). Les établissements restent dans l'attente d'une confirmation de la mise en œuvre de ce dispositif qui risque de poser des difficultés en termes de coûts RH et de logistique, pour les établissements de petite taille notamment.

Il a également été demandé au Ministère de maintenir le dispositif de tutorat étudiant. Certaines assurances ont déjà été données quant à la reconduction possible des financements associés dont le montant reste encore à préciser.

Pour compléter, le Président indique que les discussions se poursuivent entre le Gouvernement et l'ensemble des conférences représentant l'enseignement supérieur afin d'aboutir à un modèle de rentrée stabilisé avec des conditions de reprise adaptées aux prévisions sanitaires, pour éviter le retour à des restrictions sévères en cours d'année universitaire.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4. Affaires financières :

Le VP CA s'assure que le quorum physique requis en matière budgétaire est atteint.

Pour une meilleure cohérence, la présentation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche (point 4.2) a été intégrée aux orientations budgétaires 2022 (point 4.1). Ces deux points feront toutefois l'objet de deux votes distincts.

4.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2022

En préambule, le VP CA présente **les éléments de contexte nationaux, locaux et propres à l'établissement** qui environnent l'élaboration de ces orientations budgétaires (*cf. annexe point 4.1 – diaporama de présentation – p. 3 à 5*).

Prenant la parole, Monsieur Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), présente **les indicateurs de l'équilibre financier** qui traduisent la bonne santé financière de l'établissement.

Au 31 décembre 2020 :

- Un résultat net comptable de 1,6 M€ ;
- Une capacité d'autofinancement (CAF) de 2,9 M€ ;
- Un ratio CAF sur produits encaissables de 4,8 % ;
- Un excédent brut d'exploitation (EBE) de 4,3 M€.

Pour ce qui concerne **le cycle d'exploitation**, les indicateurs traduisent là aussi une situation saine.

Au 31 décembre 2020 :

- Un fonds de roulement net global de 11,8 M€ équivalant à 74,4 jours de charges décaissables ;
- Une trésorerie très élevée de 16,7 M€ équivalant à 105,3 jours de charges décaissables ;
- Un besoin en fonds de roulement négatif de -4,9 M€.

La situation de l'établissement en termes de **financement de l'activité** est plus contrastée mais s'améliore année après année.

Au 31 décembre 2020 :

- Un ratio charges décaissables sur produits encaissables de 95,2 % ;
- Un ratio charges externes sur produits encaissables de 9,8 %, en baisse depuis 2019 (effet de la pandémie) ;
- Un ratio ressources propres sur produits encaissables de 14,3 %, en voie d'amélioration ;
- Un ratio dépenses de personnel sur produits encaissables de 81,3 % ;
- Un taux de rémunération des permanents de 81,1 %.

Pour ce qui concerne **la consommation d'emplois**, la délégation d'emplois par l'Etat est passée de 588 équivalent temps plein travaillé (ETPT) en 2011 à 639 ETPT aujourd'hui. Le DFACI rappelle qu'il s'agit d'un plafond théorique puisque les crédits de masse salariale délégués à l'établissement ne lui permettent pas de saturer sa délégation d'emplois. Le CA a décidé il y a quelques années de fixer un plafond réellement soutenable à un niveau moindre et plus réaliste. Depuis 2017, le plafond d'emplois est fixé à 585 ETPT, rapprochés des 639 théoriquement possibles.

La consommation des emplois Etat est passée de 563 ETPT en 2011 à 582 ETPT en 2021 soit une vingtaine d'emplois supplémentaires.

Le plafond d'emplois sur ressources propres voté en CA a évolué sensiblement : 120 en 2021 contre 92 ETPT en 2011. En termes de consommation d'emplois, on est passé de 104 ETPT en 2011 à 126 ETPT en 2021.

L'ensemble de la consommation des emplois Etat et sur ressources propres dépasse le plafond voté en début d'année, ce qui s'explique par des emplois financés sur les crédits délégués au titre de la loi ORE, du dispositif de tutorat étudiant et des contrats de recherche non prévus au budget initial.

La masse salariale se situe à 50,49 M€ en 2021 contre 39,66 M€ en 2010 soit une augmentation de +/-11 M€ en une dizaine d'années. Le DFACI indique que le coût moyen des emplois a augmenté du fait de la hausse d'un certain nombre de cotisations, le CAS pension, l'augmentation du point d'indice, l'amélioration des carrières et de l'indemnitaire et le glissement-vieillesse-technicité (GVT).

En ce qui concerne **les investissements**, le PPI 2018-2021 a permis d'achever la construction du laboratoire de mathématiques d'Avignon (LMA) et d'engager des travaux dans plusieurs domaines : la sécurité, la sûreté, l'accessibilité, la performance énergétique des bâtiments, l'aménagement des espaces de travail, la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique, les équipements de recherche.

Ce PPI a été prolongé d'une année pour permettre une meilleure programmation dans le temps des opérations qui le composent. De nouveaux moyens y ont été injectés à hauteur de 1,15 M€. L'établissement a par ailleurs intégré au PPI un programme de rénovation thermique des bâtiments qui sera, in fine, financé par le plan de relance déployé par le Gouvernement pour faire face aux effets de la pandémie (montant total : 1 M€).

Toujours dans le domaine de l'investissement, le DFACI présente les projets en cours de déploiement ou à venir en matière de systèmes d'information (SI) :

- Le SI RH Winpaie+RH ;
- Le SI décisionnel SID développé par l'Université de Rennes 1 ;
- Le SI scolarité Pégase (PC-Scol) ;
- L'organisation des systèmes d'enseignement OSE (en remplacement de DSE) ;
- Le SI de la formation tout au long de la vie FCA Manager.

Prenant la parole, Monsieur Mathieu Boussat, Directeur des ressources humaines (DRH), présente **les réalisations dans le domaine des ressources humaines**.

Les réalisations en matière d'action sociale s'inscrivent dans la même dynamique des années précédentes. L'établissement poursuit une politique volontariste, aucune demande relative à l'action sociale n'est refusée pour des raisons budgétaires. Le DRH indique que toutes les demandes reçoivent une réponse favorable.

L'année 2020 connaît une hausse très nette des moyens alloués à l'accompagnement des personnels (enfants handicapés, naissances, retraites, participation aux frais de transport) : 20,5 k€ en 2020 contre 7,4 k€ en 2019. A contrario, du fait des confinements successifs, les dépenses en matière de solidarité (déménagement, logement, allocations d'études, séjours d'enfants...) ont sensiblement diminué : 12 k€ en 2020 contre 17,7 k€ en 2019.

Le DRH précise que la baisse du montant total des dépenses constatée (-25 k€ entre 2019 et 2020) s'explique par la diminution des dépenses de masse salariale (passage de 100 % à 50 % de la quotité de travail dédiée à l'action sociale).

En matière de qualité de vie au travail et de prévention, l'établissement poursuit les dispositifs de cellules d'écoute psychologique (41,99 k€) et de veille sociale (10,77 k€) qui offrent aux personnels la possibilité de faire appel à l'expertise de professionnels (assistante sociale, psychologue...) à tout moment de l'année.

Les moyens alloués au régime indemnitaire toutes populations confondues ont augmenté de 23 % en quatre ans (2,88 M€ en 2020 contre 2,34 M€ en 2017). En matière de formation, le budget alloué a augmenté de 28,2 % en quatre ans (132 k€ en 2020 contre 103 k€ en 2017). L'établissement conduit une politique dynamique en matière de valorisation indemnitaire, de développement des compétences et des parcours professionnels de ses personnels.

Enfin, le projet CAPACITE génère plus de 600 k€ par an depuis 2019 et courra jusqu'en 2028.

Le DFACI présente ensuite **les différentes sources de financement de l'établissement** :

- Un financement récurrent stable avec l'hypothèse la plus probable du maintien de la subvention pour charges de service public (SCSP) à son niveau actuel soit 51,1 M€ ;
- 7,9 M€ au titre du projet CAPACITE/NCU (2019-2028) ;
- 5 M€ au titre de l'école université de recherche (EUR) IMPLANTEUS (2020-2029) ;
- L'attribution de 7,5 M€ à un consortium d'universités dans le cadre du projet PANORAMA/TIP dont 0,73 M€ alloués à Avignon Université ;
- Une dynamique croissante des recettes sur contrats de recherche (+1,06 M€ entre 2019 et 2020) générant une augmentation des frais de gestion associés (246 k€ collectés au 10 mai 2021 contre 115 k€ en 2018).

Sur la base de ces éléments, il est envisagé de développer un certain nombre de projets et d'actions dans la continuité du projet d'établissement.

Le VP CA invite Monsieur Georges Linarès, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR), à présenter **les orientations budgétaires en matière de recherche.**

En matière d'orientations générales, les axes stratégiques majeurs en matière de recherche sont les suivants :

- La consolidation du projet identitaire avec le financement de grands projets tels que les EUR, le dispositif de chaires partenariales et le déploiement d'AAP internes thématiques ;
- L'accompagnement des chercheurs et des structures de recherche ;
- Le rayonnement et l'internationalisation de la recherche ;
- Le développement économique.

Ces grands axes s'inscrivent dans la continuité de la politique engagée depuis plusieurs années par l'établissement. Les nouveautés majeures sont d'une part la montée en puissance des grands projets structurants tels que les EUR et les chaires multi partenariales qui mettent en visibilité l'établissement sur ses spécialités scientifiques.

En termes de mise en œuvre et d'impacts financiers, les actions envisagées pour 2022 sont les suivantes :

- **Accompagnement des structures de recherche :**
 - o Une augmentation de 10 % de la dotation des laboratoires et des structures fédératives de recherche (SFR) pour un montant total de 862 k€ ;
 - o La mise en œuvre de l'accompagnement des projets de laboratoire : indexation des dotations aux résultats et aux projets de laboratoire, reversement de la moitié des prélèvements sur contrats ;
 - o Le renforcement des structures d'appui : augmentation de la dotation du CLEO et renforcement du support administratif du LSBB en cofinancement avec le CNRS.
- **Renforcement du pilotage de la politique scientifique** avec l'intégration de la dotation des écoles doctorales (ED) et des éditions universitaires d'Avignon (EUA) à l'enveloppe des moyens destinés à la recherche ;
- **Accompagnement des enseignants-chercheurs :**
 - o Le renforcement de la politique de décharges pour responsabilité scientifique avec un meilleur accompagnement des directions d'unités mixtes de recherche (UMR) multi sites et la reconnaissance de la charge de coordination de projets collaboratifs ;
 - o Le soutien aux porteurs de projets stratégiques ;
 - o La mise en place de *business units* ;
 - o Le maintien du niveau de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) étendue en 2019 ;
 - o L'accompagnement en période de crise sanitaire avec le programme de fin de thèse et le soutien aux contractuels de la recherche ainsi que le report à la demande des projets de recherche empêchés.
- **Soutien de la recherche à l'international :**
 - o Le maintien des enveloppes dédiées à la mobilité internationale et la refondation du programme Perdiguier (programme de cotutelles, mobilités doctorales sortantes...) ;
 - o L'accueil des chercheurs étrangers avec le recrutement d'une chargée de développement international dans le cadre du projet EUR ;
 - o Le développement de la communication internationale (web, conférences), un support linguistique par la Maison de la Recherche (MDR) et l'accompagnement aux projets ;
 - o Une politique de développement de partenariats institutionnels ciblée sur les axes identitaires.

- **Projets structurants :**

- o Les EUR avec le démarrage des projets IMPLANTEUS et prochainement InterMédius ;
- o Le programme de chaires partenariales ;
- o Le soutien aux infrastructures de recherche : plateforme 3A et projet de Villa Créative.

L'évolution de l'enveloppe de moyens destinés à la recherche est en croissance régulière, elle se porte à +16 % pour 2022 (+14 % hors transfert des ED et des EUA). Cette augmentation se répartit sur la dotation globale aux laboratoires et SFR (+18 %), le développement des APP internes (+28 %) et le soutien significatif aux grands projets portés par l'établissement (+86 %).

Le montant brut de l'enveloppe recherche pour 2022 se porte à 1 564 082 € contre 1 361 161 euros en 2021 (soit +202 921 €). Le reste à répartir par la CR (gel de précaution déduit) se porte à 1 532 800 euros en 2022 contre 1 333 938 € en 2021 (soit +198 862 €).

Le VP CR présente la répartition par programme de l'enveloppe recherche 2021 et la projection 2022 ainsi que la répartition des crédits des laboratoires opérée en 2021 (*cf. annexe point 4.1 – diaporama de présentation – p. 27 et 28*).

La parole est donnée au VP CFVU pour présenter **les orientations budgétaires en matière de formation**.

En ce qui concerne les financements spécifiques obtenus pour **le renforcement de la sphère pédagogique** :

- 100 k€ obtenus dans le cadre de l'AAP « Formation des enseignants au numérique » (Flex'Hybrid) qui vont permettre de renforcer la mission d'appui à la pédagogie universitaire et innovante (MAPUI) avec le recrutement d'un ingénieur sur un an ;
- Le financement d'un ingénieur à la Maison de l'orientation et de l'insertion (MOI) dans le cadre de l'AAP « Esprit d'entreprendre » avec l'antenne « PEPITE Provence » ;
- Le financement d'un ingénieur à la MOI dans le cadre de l'AAP PIA/TIP pour accompagner l'information des lycéens.

Les actions envisagées sur 2021-2022 en matière de formation sont les suivantes :

- **Renforcement du potentiel d'enseignement à distance :**
 - o L'équipement de plusieurs salles en vidéo-captation simplifiée ;
 - o La pérennisation et le renforcement de la banque de prêt de matériels informatiques aux étudiants (+200 ordinateurs) ;
 - o L'amélioration qualitative de l'équipement des enseignants en matière d'enseignement à distance ;
 - o La formation au numérique des enseignants ;
 - o Le financement CVEC pour l'aide à la connexion et à l'acquisition d'équipements informatiques pour les étudiants ;
 - o La pérennisation du financement de la labellisation Flex'Hybrid à hauteur de 100 k€.
- **Poursuite de la mise en œuvre du projet CAPACITE :**
 - o Le financement de 120 tuteurs étudiants pour l'accompagnement des néo-bacheliers au premier trimestre 2021-2022 ;
 - o Le financement d'une classe TREMLIN en sciences pour les inscrits sous conditions (ouverture en septembre 2021) ;
 - o Le financement d'un parcours entrepreneuriat dans toutes les licences (ouverture en septembre 2021) ;
 - o Le financement d'un ingénieur SFTLV pour accompagner la création de licences professionnelles ou leur dé-suspension ;
 - o Le financement de deux congés pour projet pédagogique (CPP) supplémentaires pour accompagner les trois CPP attribués par le Ministère.
- **Dynamisation des projets d'enseignement et remise à niveau des matériels pédagogiques** avec le lancement d'un AAP annuel pour renforcer la qualité des enseignements (200 k€) ;
- **Amélioration de l'attractivité des masters à l'égard des étudiants internationaux** par l'augmentation de l'enveloppe dédiée au programme de bourses d'excellence Mistral (+30 k€).

Reprenant la parole, le DFACI indique que l'enveloppe formation comprend d'une part des crédits de fonctionnement délégués aux composantes et services qui émargent à cette enveloppe et, d'autre part, des heures complémentaires et des vacances.

En termes d'exécution, la consommation de l'enveloppe formation 2020 est loin d'atteindre les 100 % en raison des effets de la pandémie. Néanmoins, il a été décidé de maintenir cette enveloppe au même niveau que cette année en attendant de voir les tendances qui se dessineront l'année prochaine. Le montant brut global de l'enveloppe formation 2022 se porte donc à 2 776 940 €, le reste à répartir par la CFVU (gel de précaution déduit) se situant à 2 610 323 € dont 684 891 € sont fléchés sur les dépenses de fonctionnement. En ce qui concerne les heures complémentaires et les vacances, 42 000 heures ont été provisionnées.

Sur la stratégie financière plus globale, l'établissement poursuit sa **démarche de modernisation en termes de fonctions support et de soutien et de procédures de gestion** :

- Poursuite de la mise en œuvre du contrôle interne ;
- Poursuite du déploiement de la comptabilité analytique (quantification des coûts complets des activités de l'établissement en cours) ;
- Réalisation d'un inventaire physique avec l'accompagnement d'un cabinet conseil ;
- Mise en place d'une offre de services GPEEC ;
- Elaboration d'une cartographie des emplois et des compétences ayant vocation à répondre aux besoins de l'établissement en matière de recrutement, de formation, d'évolution professionnelle et de carrière, de rémunérations ;
- Construction d'un tableau de bord stratégique ;
- Simplification et dématérialisation des activités en soutien de la formation et de la recherche (centres de services partagés, gestion électronique des documents, guichets uniques).

Les objectifs stratégiques en matière de **développement des ressources propres** sont les suivants :

- Un effort considérable de réponse aux AAP du PIA (NCU, EUR, TIP...) ;
- La valorisation du patrimoine avec l'entrée en vivier de la société universitaire et de recherche (SUR) Villa Créative ;
- La mise en place d'un guichet unique à la MDR pour soutenir la vente de prestations recherche aux entreprises.

En ce qui concerne la politique d'emploi, les projections se fondent sur les départs à la retraite prévisionnels. La campagne d'emplois 2022 concernera à titre prévisionnel :

- 4 emplois enseignants-chercheurs ;
- 2 emplois BIATSS.

Ces projections seront précisées ultérieurement en fonction d'éléments extérieurs (financements ORE, demandes de financement portées par l'établissement, réponse aux AAP...).

(cf. annexes annexe point 4.1 – diaporama de présentation & données chiffrées).

Le VP CA informe les administrateurs que les orientations budgétaires pour l'année 2022 ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances en sa séance du 12 mai 2021.

Pour conclure, le Président indique que les axes d'élaboration de ces orientations budgétaires ont été pensés au service du projet global d'établissement tel qu'il est inscrit dans le contrat pluriannuel approuvé par les instances et tel qu'il sera évalué prochainement par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) et par le Ministère dans le cadre du dialogue contractuel à venir.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Blanke indique qu'en raison de dysfonctionnements techniques, elle n'a eu qu'un accès partiel à la présentation faite en séance. Aussi, elle fait part de son intention de s'abstenir au cours des votes associés à ces points financiers.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet les orientations budgétaires 2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2022

(cf. présentation ci-dessus & annexe point 4.2 – diaporama de présentation).

Le VP CA informe les administrateurs que l'allocation des enveloppes formation et recherche 2022 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances en sa séance du 12 mai 2021.

La parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet les enveloppes formation et recherche 2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)**

4.3 Actualisation des tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre des années universitaires 2021-2022 et 2022-2023

Le VP CA indique que cette actualisation fait suite à l'adoption des tarifs 2021-2023 du SFTLV en séance du CA le 16 mars dernier. Le SFTLV sollicite une actualisation à la marge.

4.3.1 Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information

La modification des tarifs inférieurs à 3 000 euros consiste en l'ajout du tarif individuel du diplôme d'université « Conducteur de systèmes de production automatisés » (DU CSPA) à hauteur de 2 304 € (tarif inchangé par rapport à 2019-2021) et la création d'un tarif unique « master rattrapage unité d'enseignement avec mémoire professionnel » à hauteur de 500 € (*cf. annexe point 4.3.1*).

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

4.3.2 Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation

Le tarif prise en charge entreprise ou organisme du DU « Management accompagnateur de parcours professionnels » (DU MAPP) a été intégré à la liste des tarifs supérieurs à 3 000 euros pour un montant identique à celui en vigueur sur la période précédente soit 3 900 € (*cf. annexe point 4.3.2*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Poitevin demande des précisions sur les critères retenus et le public bénéficiaire des tarifs seuils pratiqués par le SFTLV.

Le Président indique que ces tarifs seuils sont applicables aux étudiants en reprise d'études qui ne bénéficient pas de dispositif de prise en charge.

Pour compléter, le VP CA précise que l'actualisation des tarifs soumise à l'approbation du CA n'impacte aucunement les critères applicables à ces tarifs seuils tels que présentés au cours de la séance du Conseil le 16 mars dernier.

Madame Poitevin demande à ce que soient précisées les catégories de publics relevant de la formation continue, outre les stagiaires en contrat de professionnalisation, les demandeurs d'emploi ou les titulaires de compte personnel de formation (CPF). Elle évoque notamment le cas d'étudiants diplômés de licence qui interrompent leurs études pendant une à deux années et qui souhaitent s'inscrire en master à l'issue de cette période d'interruption. L'application de ces tarifs seuils pourrait constituer un frein à leur démarche de reprise d'études.

Le VP CA indique que la réglementation nationale prévoit que les étudiants en reprise d'études relèvent de la formation continue, elle fixe le seuil à deux années d'interruption. En cas de difficultés financières d'un étudiant qui souhaiterait reprendre un parcours de formation à l'issue de deux années ou plus d'interruption, cet étudiant peut déposer une demande d'exonération et solliciter l'application d'un tarif préférentiel.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet l'actualisation des tarifs des formations du SFTLV supérieurs à 3 000 euros pour la période 2021-2023 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une voix contre*)**

5. Approbation du projet « AUDENES » déposé dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt « Démonstrateurs numériques dans l'enseignement supérieur » (AMI DemoES)

Le VP CA invite le VP NIP à présenter le projet AUDENES.

L'AMI DemoES a été lancé il y a un mois avec des délais de réponse extrêmement contraints (dépôt du projet début mai 2021). L'objectif de cet AMI est de mettre en place plusieurs démonstrateurs du numérique dans l'enseignement supérieur pour valoriser le bon usage du numérique dans l'ESR.

Avignon Université est exemplaire dans ce domaine, notamment en matière de respect des données avec le recours à des solutions souveraines (*Open source*), ce qui n'est pas le cas de la majorité des établissements.

Fort de cela, l'établissement s'est positionné sur cet AMI avec le projet AUDENES (« Avignon Université un Démonstrateur Numérique pour l'Enseignement Supérieur ») associé à une demande de financement de 10 M€ sur trois ans.

Le projet AUDENES comporte trois volets :

- **L'adoption de la culture numérique de manière plus globale au sein de l'établissement** afin d'aider l'ensemble des usagers (enseignants, personnels BIATSS et étudiants) à s'approprier la culture et la pratique du numérique ;
- **L'accompagnement des pratiques pédagogiques** qui ont subi récemment de fortes transformations tantôt subies, tantôt choisies. Il s'agit d'anticiper ces transformations sur plusieurs niveaux, notamment en matière de formation, d'équipements et de préparation des infrastructures. Le projet prévoit la mise à disposition d'outils et d'équipements numériques pour faciliter le distanciel, l'aménagement des espaces de travail, la production et l'usage de ressources éducatives libres (REL), le renforcement de l'infrastructure informatique pour une meilleure robustesse et une meilleure sécurisation, une simplification du partage des données ;
- **Le développement de communautés virtuelles universitaires** ayant vocation à fédérer la communication virtuelle au sein des communautés de l'université et de l'ancrer dans un outil institutionnel. Il s'agit de développer des réseaux sociaux de communication et de promotion.

Le projet AUDENES répond à un besoin interne important en termes d'équipements et d'accompagnement sur le volet du numérique. La demande de financement a été recentrée sur les besoins en investissement afin que le coût de fonctionnement du projet à l'issue des trois années d'exécution soit réduit à son minimum.

Pour conclure, le VP NIP indique que cet AMI est extrêmement concurrentiel puisque plus de 60 projets ont été déposés.

(cf. annexe point 5).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le projet AUDENES au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)**

6. Désignation des membres du Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire :

Les administrateurs ont été préalablement informés du recours à l'outil de vote en ligne « Bélénius » aux fins de désignation des membres du Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire. Une notice d'information leur a été transmise en amont de la présente séance.

6.1 Six représentants enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs

Un appel à candidatures a été lancé auprès des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de l'établissement le 4 mai 2021. Six candidatures recevables ont été recensées (cf. annexe point 6.1).

Conformément à l'article 2.1 du règlement intérieur du Conseil documentaire, les membres des collèges A et B du CA sont invités à procéder à cette désignation.

Après recensement des électeurs présents ou représentés, Monsieur Thierry Valet, Délégué à la protection des données (DPD/DPO) de l'établissement, lance la procédure de vote en ligne.

A l'issue de l'opération de vote, le VP CA proclame les résultats comme suit :

Candidats	Composante de rattachement	Nombre total de voix
BISTAGNE Florence	UFR ALL	7
DERAMOND Julie	UFR SHS	8
GARSON Cyrielle	UFR ALL	10
KOUMPLI Christina	UFR DEG	8
ROUCHON Olivier	UFR SHS	8
TAHEJ-DENIS Pierre-Karim	UFR STS	8

Nombre d'électeurs : 12

Nombre de votants : 10 (*dont 2 procurations*)

Suffrages exprimés : 10

⇒ **Sont désignés comme représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs au Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire Mesdames Florence Bistagne, Julie Deramond, Cyrielle Garson, Christina Koumpli et Messieurs Olivier Rouchon et Pierre-Karim Tahej-Denis, pour un mandat d'une durée de quatre ans, renouvelable une fois.**

6.2 Quatre représentants étudiants

Un appel à candidatures a été lancé auprès des étudiants de l'établissement le 7 mai 2021. Sept candidatures recevables ont été recensées (*cf. annexe point 6.2*).

Conformément à l'article 2.2 du règlement intérieur du Conseil documentaire, les membres du collège étudiant du CA sont invités à procéder à cette désignation.

Après recensement des électeurs présents ou représentés, Monsieur Valet lance la procédure de vote en ligne.

A l'issue de l'opération de vote, le VP CA proclame les résultats comme suit :

Candidats	Composante de rattachement	Nombre total de voix
BALLO Leilah	UFR STS	0
BERTRAND Dominique	UFR SHS	0
CASANOVA Marion	UFR STS	1
CHABERT Eric	UFR SHS	1
HALLAL Sofia	UFR SHS	1
SAINT-JEAN Thomas	UFR DEG	1
TRAVELIN Andréa	UFR DEG	0

Nombre d'électeurs : 4

Nombre de votants : 1

Suffrages exprimés : 1

- ⇒ **Sont désignés comme représentants des étudiants au Conseil documentaire de la Bibliothèque universitaire Mesdames Marion Casanova et Sofia Hallal et Messieurs Eric Chabert et Thomas Saint-Jean, pour un mandat d'une durée de deux ans, renouvelable une fois.**

Le Président félicite les candidats élus et les remercie pour leur engagement dans la politique documentaire de l'établissement. Il remercie également le DPO et la direction de la Bibliothèque universitaire pour l'organisation de ces deux élections.

7. Approbation de la convention Avignon Université/CROUS Aix-Marseille relative au financement des actions pérennisées du dispositif Ville Campus

Cette convention fait suite à la mise en œuvre du dispositif d'accompagnement des étudiants « Ville Campus » de septembre 2015 à août 2019. Elle a vocation à encadrer l'utilisation du reliquat de la dotation « Ville Campus » dans le cadre d'un projet commun de poursuite des actions d'accompagnement engagées auprès des étudiants : rémunération de psychologues dédiés, mise à jour de l'application smartphone « Ville Campus », proposition de pratiques de bien-être et de développement personnel, opérations d'accueil des primo-arrivants, communication liée à ces actions (*cf. annexe point 7*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cette convention au vote des administrateurs.

- ⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Questions diverses

- ⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h05.

Le Président d'Avignon Université



Philippe ELLERKAMP